



Le Cameroun après Biya : pourquoi le strict respect de la démocratie constitutionnelle, le multipartisme compétitif et des élections équitables devraient nous guider

1. Si nous avons appris quelque chose de la violence et de l'incohérence associées aux élections locales en cours au sein du parti RDPC, c'est que personne ne peut contrôler le résultat de l'injustice et de la fraude. La culture des instructions élevées de la part des dirigeants et le tweedisme dans la désignation des candidats n'ont pas réussi à plaire à ceux qui travaillent dur au niveau local et espèrent une chance équitable d'être élus.

2. Le mauvais chemin vers un Cameroun après Biya

Si nous choisissons les coups d'État ou la désignation de successeurs comme cela est courant en France-Afrique, nous avons suffisamment d'indications maintenant que le pays va sombrer dans un état de nature hobbesien - une guerre de tous contre tous. M. Atanga Nji, le ministre militant du RDPC, toujours prompt à propager le jacobinisme contre les opposants politiques, est totalement silencieux face au drame en cours au RDPC. Les autorités de l'État sont méprisées et pour une fois, on constate effectivement que l'ordre public est troublé par un parti politique.

Dans un sens positif, les élections du RDPC démontrent le processus dialectique.

L'antagonisme et l'association doivent s'affronter et produire une synthèse supérieure. La question est de savoir si le RDPC est capable d'apprendre de ses erreurs. Ce parti n'a jamais abandonné l'attitude d'un système à parti unique fusionné avec l'État. Au lieu de permettre aux militants de briguer des postes vacants, ils se plient à la pratique douteuse du système autoritaire à parti unique où la démocratie est bafouée en brandissant des listes. On sait que la liste qui gagne est celle qui est bénie par la hiérarchie. Mais sur quelle base la hiérarchie bénit-elle une liste donnée ? Absolument rien de méritoire en termes politiques. C'est un calcul népotique tempéré par le désir d'affaiblir l'opposition et d'obtenir une machine à truquer les votes. Les chefs traditionnels et leurs proches sont donc haut placés dans la chaîne et même si vous n'êtes pas un chef, avec l'aide de l'administrateur au niveau local, une fausse chefferie peut être créée à partir d'un établissement mixte. Dans certaines régions, l'ordre de succession traditionnel est abandonné afin de choisir une personne imposée par les plus hauts rangs du gouvernement ou une personne plus susceptible de céder aux pressions de Yaoundé pour truquer une élection ou chasser l'opposition de sa communauté.

Sans élections libres et équitables au sens propre du terme, il est difficile de prédire qu'un dirigeant trié sur le volet bénéficiera d'un soutien consensuel une fois que l'homme-dieu d'Etoudi aura quitté le pouvoir.

3. La voie de la stabilité et de la prospérité après le départ de M. Biya de la présidence

3.1. Respect strict des principes de la démocratie constitutionnelle

M. Biya est suffisamment impopulaire pour être chassé par les manifestations populaires, si les Camerounais pouvaient s'organiser et prioriser. Mais l'accent mis par M. Kamto sur la révision du code électoral a apaisé les voix pour un changement immédiat. Quelques francophones peuvent adopter des tactiques violentes ambazoniennes pour exprimer leur désir de voir M. Biya démissionner. Ces actions seront sans conséquence et elles peuvent être raisonnablement combattues par les personnes et les forces de l'ordre. L'effet net est une perte de soutien pour l'opposition.

Un coup d'État peut être tenté par certaines personnes avides de pouvoir au sein d'un gouvernement avec une alliance militaire. Cela est plus probable des forces du Centre-Sud qui voient de plus en plus le défi d'une rétention démocratique de leur pouvoir politique disproportionné. Mais un tel coup d'État n'a aucune chance réelle d'être réussi ou toléré. L'injustice et les techniques de communication avancées ont désarmé les exécutants brutaux du jacobinisme. Avec moins de 1% de présence militaire et l'augmentation des combats de rue, le défi du peuple est un match supérieur pour toute prise de pouvoir militaire. Les forces de l'ordre ont besoin d'une protection constitutionnelle par le biais d'un gouvernement légitimement élu. Toute jubilation pour une fin militaire de la présidence désastreuse de M. Biya sera éphémère. L'armée n'a pas de tissu moral ni de code professionnel dont puiser l'autorité et l'inspiration pour gagner un soutien public durable.

L'ordre constitutionnel exige que si M. Biya démissionne, est frappé d'incapacité ou décède avant l'expiration de son mandat, un président par intérim doit être installé, suivant une hiérarchie législative. D'ici 120 jours, une nouvelle élection devrait être organisée. Dans ce délai, aucune loi ne peut être modifiée même si c'est la demande de certains fanatiques. C'est

la voie à suivre.

Si M. Biya est en mesure de dormir paisiblement pendant son mandat présidentiel actuel avec le pays sur pilote automatique, alors l'ordre constitutionnel impose la tenue d'élections entre 20 et 50 jours avant la fin de son mandat, c'est-à-dire entre le 13 septembre et le 17 septembre. Octobre 2025. Il ne faut même pas penser à la possibilité que M. Biya soit à nouveau candidat. C'est criminel et une marque de haine totale de ce pays d'entretenir une idée aussi mauvaise pendant une seconde éphémère. Il devra quitter les lieux. En tout cas, le compte à rebours est lancé pour M. Biya. Dans le pire des cas, à ce jour, nous avons 1496 jours de plus de cette fraude historique à la tête de notre belle nation. Chaque nuit noire finit par céder la place à la lumière du jour à moins qu'elle ne se confond avec l'apocalypse.

Le mécanisme d'organisation du Cameroun après Biya est donc l'ordre constitutionnel qui prévoit une élection. Cela doit être strictement respecté.

3.2. Multipartisme compétitif

Le modèle de parti unique est mauvais même pour le RDPC au pouvoir. Lors des élections violentes en cours, le critère pour l'élection des représentants aurait été les personnes susceptibles d'aider le parti à gagner contre une forte opposition. Ayant donné l'impression qu'il ne fallait pas craindre l'opposition en raison de la possibilité de fraude électorale, les gens briguent désormais des fonctions politiques au moyen d'arguments élaborés de droit, sachant que pour être élu, il faut être connu par la hiérarchie et une fois désigné par la hiérarchie, il ne faut pas être rejeté par la base.

En termes de stabilité après le départ de M. Biya, le nouveau président doit tirer la confiance intérieure et extérieure de la démonstration d'une campagne électorale populaire qui culmine dans une victoire incontestable. Si le président est issu de l'opposition, une nette majorité de plus de 55 % serait leur meilleure garantie d'une large reconnaissance. L'opposition perdante peut être localisée mais devra compter avec le combat contre le peuple qui choisit le président. Ce président ne peut semer le trouble que s'il renonce aux promesses de campagne. Si le gagnant appartient au parti au pouvoir actuel, son acceptation dépend du fait qu'il soit désigné au niveau du parti par les rois et reines de la mafia ou qu'il ait réellement gagné sur la base de la conviction qu'il est le meilleur candidat pour vaincre l'opposition.

Ainsi, il est dans l'intérêt du parti au pouvoir d'avoir un adversaire fort qui l'aiderait à construire un consensus interne dans le choix d'un candidat présidentiel par le parti au pouvoir. Aussi, contrairement à ce que souhaitent certains militants de l'opposition, il est important que le parti au pouvoir survive comme l'un des principaux partis d'opposition, si l'opposition devait gagner. Il n'est pas populaire en France-Afrique et même en France que les partis présidentiels restent forts après que leur champion ait quitté la présidentielle. Mais le Cameroun commencerait à faire la différence si le RDPC était une forte opposition dans un Cameroun dirigé par l'un des partis d'opposition actuels.

Le RDPC ne peut survivre s'il envisage la désignation du prochain candidat présidentiel sur la base d'une simple haute instruction et l'alignement de cette haute instruction avec les politiques qui ont favorisé certaines communautés aux échelons supérieurs du gouvernement, des

missions diplomatiques, etc.

3.3. Des élections transparentes

Les Camerounais peuvent déclencher la violence armée sur la base d'une fraude réelle ou perçue. Une limite de rupture a été atteinte. Nous en voyons la preuve au sein du RDPC. La violence déclenchée par une fausse allégation de fraude sera facilement exposée, arrêtée et punie. Mais la violence causée par l'existence réelle de la fraude n'a pas de fin ; il se nourrit de pensées vengeresses et de tentatives malavisées pour cacher la première fraude.

Il devrait être dans l'intérêt de tous non seulement d'organiser des élections libres et équitables, mais aussi de montrer qu'elles sont libres et équitables à toutes les étapes du processus. L'avantage de le faire est la stabilité et l'acceptation des résultats. L'inconvénient de ne pas le faire est une perte de contrôle alors que le système sombre dans l'anarchie et les guerres civiles.

Une façon d'améliorer les chances d'éviter la violence liée à la fraude électorale est d'avoir plus d'acteurs dans le résultat électoral. Si les gens ne votent pas parce qu'ils pensent que le système est déjà truqué, ils ont déjà pris parti dans toute violence future. Mais s'ils sont investis dans le processus, ils se branchent également sur la campagne et évaluent les forces relatives des candidats. Ceux qui participent et suivent le processus sont plus susceptibles de connaître les vrais résultats ; ils sont moins susceptibles d'être manipulés par de fausses allégations de fraude électorale.

4. L'importance des sondages d'opinion

Nous avons montré la voie sur la façon dont les sondages peuvent être utilisés pour couper à travers le bruit élitiste qui caractérise le discours politique du Cameroun. Nous connaissons maintenant la position relative des partis d'opposition et des militants de haut rang du RDPC qui pourraient diriger ce parti. Nous avons également fourni des informations utiles sur les opinions politiques des Camerounais de l'Ouest concernant le conflit en cours. Nous entendons poursuivre ce sondage sur la politique nationale du Cameroun.

4.1. Voyant que M. Kamto a détourné l'attention de la résistance du départ immédiat de M. Biya vers la réforme du code électoral, nous ne voyons aucun développement politique immédiat qui justifie un scrutin mensuel. Nous procéderons donc à notre sondage tous les trois mois. Pour observer, enquêter et minimiser toute irrégularité avec nos sondages en ligne aléatoires, nous autoriserons le processus de vote à durer deux semaines.

4.2. La situation de M. Frank Biya

Nous avons écouté attentivement les plaintes formulées par certains militants du RDPC et vu la violence continue dans ce parti, nous céderons à une critique clé de certains militants du RDPC.

Ces voix sont satisfaites des nombreux visages que nous avons interrogés en tant que chefs de parti plausibles du RDPC, mais elles maintiennent que M. Frank Biya n'est pas membre et n'a

jamais occupé de poste de direction dans le parti ni travaillé en tant qu'administrateur. Ils ne voient aucune raison pour que M. Frank Biya soit interrogé en tant que candidat du RDPC. Aussi, ils sentent que le mouvement de Frank Biya est destiné à finir par détruire le RDPC. Nous sommes d'accord avec ces critiques que malgré la dialectique en cours au sein du RDPC, le parti se renforce pour être plus attaché aux idées et à la base que les dirigeants providentiels. Nous perdrons ce progrès si nous suivons les voies françaises d'anéantissement des partis politiques des anciens présidents et d'en créer de nouveaux. Ce point de vue est animé par le fait que les partis n'ont aucune contribution réelle au gouvernement d'un président monarchique.

Nous considérons donc M. Frank Biya comme une opposition au RDPC au pouvoir. Il sera traité comme tel dans tous les prochains scrutins, par respect pour les militants du RDPC qui veulent réformer leur parti.

Nous rappelons à nos lecteurs que notre point de vue protestant est que deux démons concurrents valent mieux qu'un ange qui tôt ou tard abusera de leur monopole et deviendra pire qu'un démon. Nous avons besoin d'une opposition forte et d'un RDPC fort qui peut aussi être une opposition forte à l'avenir, avec une réelle chance de revenir au pouvoir. Lorsque cela se produira, le Cameroun serait entré dans la zone de démocratie constitutionnelle effective.

English Cameroon for a united Cameroon

October 2, 2021
